

Pour la **Palestine**

Nouvelle série
N°35 (87)

Juillet-Août
2002

BIMESTRIEL DE L'ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE

7 €

La parole à Eyal Sivan

Au delà des murs, les frontières symboliques

Eyal Sivan est cinéaste. Une grande partie de son travail non conformiste porte sur l'instrumentalisation de ce qui est qualifié, abusivement ou non, de «mémoire». Une parole engagée dans ses films comme dans sa vie citoyenne. Entretien.

PLP : La société israélienne semble frappée d'une profonde « incapacité à penser l'autre ». Est-ce un trait commun à tout système colonial et dominant ? Ou cela a-t-il aussi à voir avec sa culture victimaire ?

Eyal Sivan : L'incapacité israélienne à penser l'Autre, en tant qu'altérité et miroir, en tant qu'humanité à part entière, avec des droits égaux, des droits politiques, des aspirations à la liberté, et non simplement comme des cibles de l'assistance humanitaire, dépasse largement la culture victimaire. La structure même du système israélien rend impossible cette pensée de l'Autre, assimilé de façon automatique à l'ennemi. En préalable, il y a la négation de l'Autre, mais lorsque son irruption devient incontestable, il surgit sous forme de menace. Cette vision totalisante est par définition exclusive : si l'Autre existe, je n'ai plus le droit à l'existence, il veut prendre ma place. Dans la conscience commune israélienne, les Palestiniens veulent la destruction de l'Etat d'Israël, son anéantissement ; ils ne peuvent exister qu'à notre détriment. C'est flagrant sur la question des réfugiés. La notion « avec l'Autre » est inconcevable. C'est l'un ou l'autre. L'Autre est à ma place ou veut la prendre. En ce sens, nous ne sommes plus dans la configuration classique du système colonial où le but principal est l'aliénation et l'explo-

tation des indigènes et des richesses naturelles. C'était encore le cas jusqu'en 1976-1977 et dans une moindre mesure jusqu'à la première Intifada, tant que l'autre n'existait pas, remplacé par des ligues villageoises collaborationnistes. Mais à partir du moment où les Palestiniens revendiquent l'égalité et créent un rapport de forces, leur existence est perçue comme menaçant celle des Israéliens. Si le Palestinien existe avec des aspirations propres, alors je n'existe plus. Ce qui renvoie au schéma colonial de la non-issue : « nous n'avons pas où aller » et au fantasme récurrent de l'anéantissement par l'Autre, entretenu par la recomposition et la falsification de la mémoire érigées en système. Voilà pourquoi, depuis Oslo, toute négociation n'est envisageable que dans une situation de soumission, car l'égalité est impensable. Il y a là une vision sioniste qui imprègne toute la gauche et qui consiste à dire : si nous remettons sur le tapis la question de 1948, même s'il y a renonciation de 78% de la Palestine historique, nous, Israéliens, nous retrouvons devant le néant. Il ne peut y avoir un Autre égal.

PLP : Au-delà des crimes de guerre israéliens commis dans les territoires occupés, on assiste depuis quelques mois à un processus croissant de « déshumanisation » des Palestiniens. Gush Shalom estime, pour sa part, que le conflit est

entré dans une phase de « barbarie mécanisée ». S'agit-il d'une nouvelle forme de négation ?

E. S. : Effectivement, nous n'avons pas assisté à une telle barbarie pendant la guerre du Liban, ni durant trente-cinq ans d'occupation. Le comportement des soldats est nouveau. Nous n'avons pas d'explication à ces nouvelles formes de barbarie, sauf à se pencher sur la sociologie et la psychologie collective depuis Oslo. La génération qui avait 12-14 ans au moment d'Oslo est aujourd'hui sur le terrain et forme les unités militaires déployées dans les territoires occupés. Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, cette génération a commencé à vivre avec l'idée de la fin de la guerre, d'une société économiquement florissante, en voie d'américanisation, ... une société dans laquelle il était devenu possible de se projeter dans l'avenir. Lorsqu'on discute avec des Israéliens, ils disent presque tous : « c'était si bien avant, on ne comprend pas, pourquoi donc les autres n'en voulaient-ils pas ? ». Nous étions dans une logique de « paix séparée » : chacun sera chez soi et on pourra faire du business ensemble. Toute une génération, essentiellement issue de la gauche sioniste, s'est vécue comme celle de l'après-conflit. On l'appelle d'ailleurs « Dor Shalom » (la génération de la paix). ●●●

●●● Cette même génération se retrouve à présent avec un rêve brisé. Pour ces jeunes, les Palestiniens sont ceux qui ont brisé leur rêve ; tout allait bien pour eux, ils avaient tout, et les Palestiniens sont venus pour les anéantir. Certes, pour ceux qui étaient dans les territoires occupés, durant Oslo, l'Intifada n'a pas été une surprise: la frustration était à son comble et de nouvelles formes d'occupation étaient constatées tous les jours. Mais la société israélienne dans son ensemble ne voyait rien, toute occupée qu'elle était à engranger les dividendes de la paix. Lorsque l'Intifada a éclaté, la population israélienne était stupéfaite.

Le choc et le rêve brisé vont susciter un sentiment général de vengeance. Cette même génération sioniste de gauche se retrouve sur les barrages et le fait payer concrètement, littéralement. On le voit dans ce paradoxe incroyable en entendant les soldats, par exemple, lorsqu'ils mettent à sac avec fureur le ministère de l'Éducation ou des centres culturels palestiniens, en disant : « on va vous casser au maximum, vous allez payer ». La vengeance est de surcroît «dédouanée» par une nouvelle conception de la résistance: quelle est la valeur de la vie, qu'ils ne respectent pas pour eux-mêmes ? Et si les Palestiniens ne respectent pas leur propre vie, nous, Israéliens, sommes encore moins tenus de la respecter.

PLP : Que vous inspire la réflexion de Hannah Arendt sur la banalité du mal ? En quoi nous éclaire-t-elle dans la configuration du conflit israélo-palestinien ?

E.S. : Cette réflexion est capitale. Que dit Arendt ? Toute une série d'actions, en soit banales, vont devenir le mal absolu dans un contexte précis.

Dès lors que le Palestinien n'est plus identifié en tant que tel mais devient «*Le Terroriste*», un déplacement permissif devient possible. Ce ne sont pas les consignes nouvelles, des ordres précis, qui expliquent cette barbarie. En Israël, contrairement à l'Allemagne nazie, nous ne sommes pas dans la configuration d'un ensemble de rouages et de fonctions, d'un cadre qui rend possible une politique systématique criminelle à vaste échelle. Il faut s'interroger sur l'ensemble des développements sémantiques qui



© Meyer (Tendance Floue)

banalisent les actes de cruauté. En Israël, le Palestinien n'est plus un homme mais un «*terroriste*», on ne tue plus mais on procède à «*un traitement spécial*», on ne torture plus, on exerce des «*pressions physiques*», on ne détruit pas des maisons, mais des «*nids de terroristes*». On assiste à l'intégration de toute une série de mots qui ne qualifient plus l'action elle-même et qui distancient la réalité. Ce discours-écran est ce que Arendt qualifie de langage totalitaire : un langage de substitution. A l'intérieur de ce cadre sémantique, toute action (violente ou amorale) devient possible, car l'action n'est plus désignée que par un mot vidé de sa réalité. C'est beaucoup plus pernicieux qu'un langage idéologique ; je ne pense pas qu'on assiste à une vision idéologique nouvelle. Il s'agit principalement d'éloigner l'individu qui agit hors des réalités des choses.

PLP : Les attentats suicides palestiniens, loin d'accélérer une prise de conscience sur l'impasse de l'occupation, semblent alimenter la culture victimaire israélienne, permettant au gouvernement Sharon de transformer sa guerre coloniale en pseudo-guerre existentielle. Comment cela fonctionne-t-il ?

E.S. : Guerre coloniale ou guerre existentielle ? C'est mal poser le débat. Les Israéliens n'ont jamais vu, dans les guerres israélo-palestiniennes ou israélo-arabes, autre chose que des guerres existentielles. Lorsque Ebba Eban, en 1967, parle de «*frontière Auschwitz*», il introduit déjà la notion de guerre existentielle. Même dans le plan Allon qui prévoyait de conserver le bloc des colonies, ce qui était en jeu, dans le discours invoqué, était l'existence de l'Etat d'Israël. La guerre de 1973 est perçue comme une volonté d'anéantissement de la part des armées arabes. Quant au discours palestinien sur le retour, il est entièrement perçu

comme un projet d'anéantissement. La guerre contre les Palestiniens, y compris l'occupation, a toujours été présentée et justifiée au nom de la préservation de l'existence, qui renvoie à l'un des axiomes de l'idéologie sioniste, la question démographique : la paix est nécessaire pour préserver la majorité juive de l'Etat d'Israël et la solution démographique passe toujours par le transfert de population, avec ou sans la conservation et/ou l'annexion des terres. On se trouve donc toujours dans le cadre d'une guerre existentielle.

Cependant, les attentats-suicides redéplacent le conflit, non plus à l'intérieur des frontières de 1967, mais sur le territoire historique de la Palestine. Le mouvement national palestinien combat pour la fin de l'occupation, mais en même temps il transporte la guerre à l'intérieur du territoire de 1948 de la Palestine, revenant ainsi à une configuration de guerre civile. Mais si l'on considère que ces attentats sont purement tactiques, et non stratégiques, comment faire pour ne pas alimenter l'argument fondamental des Israéliens, selon lequel les Palestiniens ne cherchent pas à atteindre le but invoqué (la fin de l'occupation) mais à remettre en cause le fait israélien ?

Il est donc capital de revenir sur les attentats-suicides et de repenser la lutte. Je soutiens la résistance palestinienne tant que c'est de la résistance. Mais derrière l'acte de résistance, il y a la vie, la liberté, une issue. Sinon, il s'agit de martyrologie. Or, les attentats-suicides, par définition, n'envisagent aucune issue autre que la mort. Cette forme d'action met en question la valeur de la vie, qui devient négligeable, avec d'autant plus de force que ce type d'attentats ne concerne plus seulement les groupes islamiques pour lesquels, comme on le sait, le sacrifice est l'un des accès au paradis, mais éga-

lement des formations non religieuses (brigades al-Aqsa, FPLP ...).

Ces attentats sont, selon moi, une erreur stratégique fondamentale. Les dirigeants israéliens s'en servent non seulement pour alimenter la culture victimaire, mais également pour faire valoir que l'ennemi ne respecte même pas sa propre vie. Le discours dominant a commencé par : «ils envoient leurs enfants se faire tuer» et maintenant : «ils se suicident car ils ne respectent même pas leur vie». Tout un nouvel argumentaire est adopté et intériorisé par la société israélienne.

C'est la fraction de la population israélienne perméable au sionisme de gauche qui a majoritairement basculé avec l'Intifada. C'est elle qui incarne le mieux ce paradoxe : 73% de la population est pro-Sharon, 75% est pour le retrait des territoires palestiniens. Or, les attentats renforcent la vision selon laquelle le combat palestinien n'est pas un combat pour les territoires de 1967, mais pour la Palestine historique et inséparable de la question du droit au retour. Naplouse, Ariel, Hébron ou Jérusalem sont placés au même niveau que Hadéra, Tel-Aviv ou Haïfa. Dans ces conditions, il n'est plus question de faire des concessions territoriales puisque ce n'est pas ça qu'«ils» veulent. Cette perception est commune à la société et au pouvoir.

L'arme contre la société israélienne est la paix. On l'a vu pendant Oslo et malgré l'illusion du processus de paix. Tous les clivages traditionnels (laïcs/religieux, juifs orientaux/ashkénazes, difficultés d'intégration des immigrés récents etc.) s'abolissent en temps de guerre. Double paradoxe : la majorité de la société ne veut pas la guerre mais n'en a pas peur ; la majorité veut la paix mais en a peur. Dans le climat actuel d'union et de fusion nationale, on ne peut plus séparer la perception (de la population) de la propagande (officielle).

Les militants doivent repenser la notion de la résistance dans le sens de l'affirmation des forces de vie, c'est-à-dire de l'importance de vivre avec l'autre, non contre lui, ni barricadé. Cette valeur ne doit jamais céder aux rapports de force. La vision israélienne selon laquelle on peut vivre barricadé condamne les individus à ne pas pouvoir avancer dans la vie. Il y a une rupture de l'idée de résistance, et surtout de la résistance palestinienne, et de tout projet de vie avec l'autre.

Les attentats doivent également être dénoncés sur deux autres points : tout d'abord, donner la mort au nom du désespoir revient à dire qu'il y a des vies qui ne méritent pas d'être vécues. Une fraction toujours plus importante de la société palestinienne soutient ces actes. Mon inquiétude terrible est que la culture de mort prenne le dessus sur la culture de vie. Le grand changement dans la culture de résistance est l'intégration d'une culture de mort. Puis, ce sont certaines franges de la population, les plus paupérisées, que l'on sacrifie. L'essentiel des martyrs, enfants et combattants, sont issus du lumpen prolétariat qui vit dans les camps de réfugiés. Il y a une lecture de classe possible, trop souvent occultée.

C'est toute la lutte armée qui doit être repensée à mon avis, dans le sens d'une re-territorialisation (territoires de 1967). Si la lutte armée n'a pas d'issue, compte tenu du rapport de forces, la lutte -stratégique- doit devenir celle du combat

On assiste à l'intégration de toute une série de mots qui ne qualifient plus l'action elle-même et qui distancient la réalité. Ce discours-écran est ce que Arendt qualifie de langage totalitaire : un langage de substitution.

pour les droits civiques. Soit la lutte armée concerne strictement l'occupant (colons ou soldats), soit on y renonce complètement contre la fin de l'occupation et l'intégration en tant que citoyens dans un projet binational. C'est le cas de figure de l'Afrique du Sud post-apartheid et de la lutte menée par l'ANC. Le projet israélien de séparation s'est transformé : aujourd'hui il s'agit d'une «bantoustanisation». Lorsque la lutte armée est impossible du fait des rapports de forces il faut repenser d'autres formes de lutte.

Quel est le prix de l'indépendance palestinienne ? Martyriser toute la société, développer la culture de mort ? Ce n'est pas renoncer à l'autodétermination que d'imaginer qu'elle puisse aboutir par le biais des droits civiques... Il faut renouveler la réflexion. La notion de résistance des peuples ne se pose plus de la même manière qu'avant le 11 septembre ; dans le discours dominant, elle ne bénéficie plus d'aucune légitimation et ce droit est, dans les faits, en régression constante. On a toujours appelé les résistants des terroristes, mais aujourd'hui l'amalgame est quasi systématique.

La seule résistance efficace est de se poser la question en termes de droits.

PLP : La crispation patriotique, l'auto-censure, l'union sacrée, dominent le débat en Israël... Peut-on parler, comme certains le font, d'une sorte de maccartysme à l'œuvre contre toute forme de pensée critique ?

E. S. : Nous ne sommes pas encore dans une situation maccarthiste mais la société israélienne fonctionne de plus en plus comme une confrérie guerrière. La fraternité guerrière est telle qu'il n'est plus besoin d'employer les armes de la censure et les lois car, dans ce climat de fusion nationale, ce qui prime est l'auto-censure. De grands écrivains, jadis de gauche, annulent leur abonnement à *Haaretz* pour protester contre la présence et les écrits de Amira Hass et de Gideon Levy, pour ne citer qu'eux. La présence d'un gouvernement d'union nationale légitime aussi symboliquement la cohésion, ne laissant guère d'espace aux voix dissonantes.

Pour la première fois, des militants ont peur, non des services de renseignements ou de la répression, mais d'avoir à perdre (socialement, professionnellement etc.) en se démasquant. Ce qui caractérise en priorité Israël aujourd'hui, plus que la censure, est l'absence de débat politique. Toute une sémantique est, par exemple, imposée à la télévision israélienne : quelles émissions doivent ou non être autorisées ? Ces directives viennent du gouvernement mais aussi de journalistes éminents et des militaires. Face à l'auto-censure ou à la censure, l'argument développé pour la justifier est que la liberté est un luxe puisque Israël vit une bataille pour sa survie.



■ Entretien avec Eyal Sivan

●●● **PLP : En même temps, les mouvements de réservistes israéliens refusant de servir dans les territoires occupés n'ont jamais été aussi importants et de nouvelles formes radicales de protestation voient le jour... Pour vous qui faites l'éloge de la désobéissance, n'est-ce pas une source d'espoir?**

E.S. : Face à la situation fascisante qui prévaut aujourd'hui en Israël, il existe deux formes de désobéissance civile, qui sont deux formes de résistance. La première réfute son appartenance à un peuple combattant et en guerre et se pose comme une alternative; Taayush mais aussi Gush Shalom se situent dans ce mouvement. Ils se définissent dans la désobéissance, contre l'union et le consensus général, en proposant par l'action de nouvelles formes de lutte et un projet : vivre ensemble. Il s'agit d'une forme de désobéissance civile car elle s'oppose frontalement au cadre militaire, idéologique, dominant qui propose de vivre barricadés, entre nous et en combattant parce que c'est cela qui nous définit comme peuple. Leur pratique militante est nouvelle car ils ne se contentent plus de déclarations d'intention et passent à l'action ensemble : juifs et arabes palestiniens.

L'autre forme de résistance est le fait de soldats refusant de servir dans les territoires occupés. Pour eux, il faut provoquer une prise de conscience de la population qu'il n'y a pas d'occupation sans occupants. L'occupation n'est pas séparée de l'action d'une armée d'occupation. Il est intéressant de se pencher sur le principal slogan du mouvement de refus de servir, qui n'est pas antimilitariste et ne doit pas être confondu avec Yesh Gvul : « *revenons à nous-même* ». C'est d'ailleurs celui de Meretz, Shalom Archav, même s'ils ne soutiennent pas la désobéissance des réservistes. Il ne faut pas charger d'idéologie ce mouvement. Il n'est pas porteur d'un projet de vie commune entre Israéliens et Palestiniens ; il entend surtout ne pas se salir les mains. C'est un mouvement plus moral que politique qui se positionne au nom d'une éthique juive : ces réservistes ne veulent pas participer aux nouvelles formes d'oppression (raffles massives, brutalité arbitraire, humiliation systématique, démolition à large échelle). On peut mesurer l'importance de ce mou-

vement par la répression, inédite, qu'il suscite de la part des autorités. Jamais des réservistes n'ont été si durement réprimés, même pendant la guerre du Liban et surtout pendant la première Intifada. Il n'y a jamais eu autant d'appelés en prison. Auparavant, l'armée aménageait des portes de sortie et s'arrangeait avec ce qu'on appelle la « *désobéissance grise* », affectant à d'autres tâches ceux qui refusaient d'aller dans les territoires. Aujourd'hui, le consensus national est tel que ceux qui désobéissent sont assimilés à des traîtres par la majorité de la classe politique et de la société. Sharon les dénonce comme supplétifs du terrorisme. Dans ces conditions, la répression dont il est l'objet radicalise et transforme ce mouvement moral, dans un processus dialectique, en résistance à l'évolution fascisante de la société israélienne.

PLP : Brandir le spectre de l'antisémitisme comme le font des amis d'Israël pour parer à toute critique de la politique israélienne est devenue un instrument d'intimidation majeur et généralisé. Le vieil amalgame entre antisionisme et antisémitisme prend-il, selon vous, des formes nouvelles?

E. S. : Aujourd'hui, les amis d'Israël ne parviennent plus à défendre la politique israélienne et n'ont pas de vision d'avenir. Barak les avait maintenus dans un leurre et depuis l'arrivée de Sharon au pouvoir, le discours de riposte s'organise: le refus des Palestiniens d'une offre exceptionnelle, l'absence d'interlocuteur etc. Ce discours ne parvient pas à justifier ce qui est flagrant, à savoir une répression sans merci, une bantoustanisiation, un apartheid. Alain Finkelkraut convient lui-même qu'il est difficile d'expliquer la poursuite de la construction de colonies. La nouveauté, chez les sionistes français n'est pas de délégitimer le débat mais de le déplacer jusqu'au terrain juridique.

Ils partent d'un paradigme, d'ailleurs ancien : alors que la question du sionisme, révolue, n'avait que deux issues - cesser d'en débattre et ouvrir la question de la citoyenneté, la critique du sionisme est la critique de l'Etat juif, et donc du peuple juif ; c'est par conséquent la négation de la légitimité des juifs d'être un peuple comme les autres. Critiquer l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif devient un acte d'antisémitisme. Le déplacement est nouveau et il faut comprendre sa sociologie politique. La diaspora juive en dehors d'Israël est de moins en moins juive et de plus en plus sioniste, beaucoup plus nationaliste et tribale, que juive. Cette mutation est liée à la laïcisation progressive de la diaspora, mais aussi à la confiscation du discours sioniste par les ashkénazes.

D'autre part, comme je l'ai écrit dans *Tribune Juive*, l'antisémitisme n'a jamais été l'ennemi du sionisme, comme la pluie n'est pas l'ennemi du vendeur de parapluie. Si l'on considère qu'il faut une majorité juive en Palestine et une homogénéité, alors le seul mouvement qui crée une immigration vers Israël, dans les conditions actuelles, est l'antisémitisme. On voit bien cette instrumentalisation de cette pseudo-montée de l'antisémitisme par la classe politique israélienne (le discours sur la France, « *pays européen le plus antisémite* », les déclarations

de Melchior et de Sharon...). Ce discours est véhiculé depuis deux ans dans les radios juives ici, où la communauté juive de France est présentée comme le dernier vivier pour l'immigration en Israël.

L'intimidation, par l'amalgame antisionisme/antisémitisme, a deux buts :

Il y a un immense désarroi du judaïsme, vidé de sa substance, amalgamé au sionisme. (...) Il faut aujourd'hui défendre le judaïsme, face aux Taguieff qui veulent réduire la culture juvaise à une tribu guerrière et à un nationalisme guerrier.

remettre en question la notion et tout projet d'intégration et cette vieille vision selon laquelle les juifs vivent une situation anormale et leur normalité serait d'immigrer.

La question qu'il faut poser à Finkelkraut est la suivante : «*comment se fait-il que vous qui bénéficiez de tous les attributs et droits que vous confère la République, vous refusiez cette République laïque et démocratique pour Israël ?*». Là-bas, il soutient un Etat fondé sur le droit du sang et ici, en France, le droit du sol et la citoyenneté.

L'antisionisme doit être défendu dans des termes républicains. Dans le non-débat politique ambiant, les positions de Taguieff ou de Finkelkraut soutenant un Etat fondé sur le droit du sang, sont des idées anti-républicaines et profondément réactionnaires. Dans le discours qui défend le droit du sang, on retrouve en fait tous les relents coloniaux anti-indigènes, le racisme, et, bien entendu, l'ethno-nationalisme. A la contradiction entre le soutien à une république, laïque et démocratique en France, et le combat d'une telle option en Israël-Palestine, l'argument majeur opposé est l'inexistence de tels Etats au Proche-Orient.

La mobilisation sioniste aujourd'hui en France n'aurait-elle pas de précédent ? Pas tout à fait, il faut se rappeler l'ambiance de surenchère folle durant la guerre de 1967. Tous les intellectuels français, de Sartre à Raymond Aron et Jankélévitch, se sont mobilisés comme un seul homme. Les crimes commis par Israël et le fait flagrant que le seul endroit où les juifs sont en danger c'est en Israël expliquent cette levée de boucliers pour empêcher, interdire, tout débat. En France, à la lueur des passions enclenchées, beaucoup de gens découvrent leur identité juive ; en même temps, ils ignorent tout du judaïsme, n'ont aucune culture religieuse. D'où la situation, résumée par Leibowitz : «*il y a des gens pour qui être juifs c'est adhérer à un torchon à deux traits bleus et une étoile de David, soutenir une armée qui commet des crimes en leur nom, voilà à quoi se réduit leur identité juive*». «*Voilà, poursuit Leibowitz, comment se forme la mentalité judéo-nazie*». Dès lors, il ne faut pas s'étonner que l'on brûle des syna-



© Meyer - Tendance Floue

gogues, lorsqu'ils se confondent avec le soutien au drapeau israélien et que les militaires remplacent les rabbins dans les synagogues. Il y a un immense désarroi du judaïsme, vidé de sa substance, amalgamé au sionisme. C'est l'impasse dans laquelle l'Etat d'Israël a embarqué le judaïsme rabbinique qui n'a pas su se distinguer d'Israël. Il faut aujourd'hui défendre le judaïsme, face aux Taguieff qui veulent réduire la culture juïque à une tribu guerrière et à un nationalisme guerrier.

PLP : Vous avez dressé un constat et analysé la régression. Comment y répondre, riposter ? Quelle a été votre réaction après votre tribune dans Le Monde et les attaques dont vous avez été la cible ?

E. S. : Au contraire, j'ai reçu des dizaines de lettres, de la part de personnes qui se déclaraient juives, et qui écrivaient : «*enfin, vous dites à haute voix ce que je pense*». En prétendant que ceux qui souffrent du racisme en France sont les juifs, alors même qu'on sait que ceux qui en sont les premières victimes sont les immigrés et les Arabes en particulier, il s'agit d'opposer deux populations, deux histoires, en miroir, issues de la décolonisation. Aujourd'hui, le mouvement sioniste en France et en Europe draine des populations vers le repli identitaire de la même façon que le mouvement islamique.

Concrètement comment réagir ? Il faut d'abord redonner leur place aux faits. Ensuite, il faut riposter, y compris dans les tribunaux, chaque fois que l'on est taxé d'antisémitisme de façon diffamatoire. Il faut se défendre et attaquer, c'est un devoir. Aujourd'hui, il y a ceux qui attaquent (les sionistes) et ceux qui défendent, et nous sommes enfermés dans le second camp, forcément en position de faiblesse. Il faut aussi rejeter toute ambiguïté dans le camp de la solidarité pro-palestinienne, restaurer et légitimer le débat sur l'antisionisme. Bref, il faut repolitiser le débat. J'ajouterai enfin un dernier point capital : ne pas céder à l'instrumentalisation de la mémoire, telle qu'elle est faite par Israël et ses amis. Mais même si les sionistes se prennent pour les survivants, nous n'avons pas à les traiter de nazis. Il faut impérativement sortir de cette équation fautive et piégée, en revenant à leur crime d'origine, qui est la Nakba (1948).

PLP : Qui a intérêt à un déplacement du domaine politique au religieux et pourquoi ?

E. S. : Ceux qui bâtissent leur identité sur la base religieuse, en se soustrayant aux exigences de la religion. L'Islam et le judaïsme sont l'une et l'autre des religions très exigeantes dans leur mode de vie, leur éthique etc. imposant à l'individu ●●●

●●● des comportements quotidiens précis et contraignants. En enlevant à ces religions leur substance et en leur substituant des idées politiques, on se retrouve dans une configuration identitaire. Qui a intérêt au déplacement actuel ? Ceux qui veulent exacerber la question identitaire et le tribalisme, c'est-à-dire les anti-démocrates, les anti-républicains, mais aussi les culturalistes. Mais également certains Etats répressifs, qui se servent de la religion comme gage identitaire vis-à-vis de la population. Je pense à l'Algérie et à Israël. On voit très clairement le jeu institutionnel en Israël avec les religieux, consubstantiel du sionisme.

PLP : *Après Aqabat Jaber, Izbor ou les esclaves de la mémoire et Le Spécialiste, pour ne citer que vos films les plus connus, vous avez plusieurs projets en préparation. Pouvez-vous nous en parler ?*

E. S. : J'ai actuellement deux projets en cours. Le premier porte sur la nationalité française mais en réalité il n'est pas totalement étranger au conflit israélo-palestinien, puisqu'il s'agit, à travers l'adhésion à l'idée républicaine, de mettre en lumière et en perspective le projet qui lui fait face : l'ethnocratie et la nationalité fondée sur le droit du sang. J'entends montrer la contradiction fondamentale qui existe entre le projet sioniste et le projet républicain. Il convient, selon moi, de régénérer une vision républicaine, ouverte et citoyenne, débarrassée de ses crispations nationalistes. La citoyenneté n'est-elle pas finalement le seul projet de créolisation et de métissage du monde ? Il s'agit donc de repenser la République comme un cadre de lutte et non comme une institution figée et repliée.

J'ai arrêté de tourner depuis mon film sur *Le Spécialiste* (procès Eichman), né de mon travail avec Leibowitz sur la désobéissance, autrement dit après Oslo, en 1995. Après mon film sur le droit au retour des Palestiniens, *Aqabat Jaber* («paix sans retour»), j'ai refusé de rejoindre ce mouvement cinématographique résultant d'Oslo, autour du dialogue et de la «paix». J'étais en retrait, non par désarroi mais par

scepticisme par rapport aux accords d'Oslo ; un sentiment renforcé en voyant véhiculer dans la société israélienne l'idée fautive que «c'était fini, réglé», alors même que sur le terrain on assistait à une nouvelle forme d'occupation.

Aujourd'hui, je me remets en route, avec l'intention de me réapproprier le territoire du conflit et sa géographie. L'idée est de dessiner sur la carte de la Palestine une route suivant les frontières, supposées aux yeux des nations être la solution au problème : cette frontière de la séparation appelée plan de partage (1947). Nous sommes aujourd'hui dans une partition

Comprendre ces frontières idéologiques auxquelles les hommes et les femmes adhèrent, comme si ces murs étaient leur réalité, alors que celle-ci est autre, puisqu'ils vivent côte à côte, mais séparés par des murs.

identique mais sur d'autres lignes (1967). La frontière du plan de partage doit constituer le prétexte d'un voyage le long de cette route imaginaire (Triangle, Galilée, Neguev, Cisjordanie, Gaza). Je veux aller constater le caractère éminent imbriqué,

binational, de la réalité mais imprégné par une idéologie aux constructions imaginaires. Ce qui m'intéresse est de me pencher sur toutes les frontières, mentales, idéologiques, à travers une route aléatoire, où je choisirai un ensemble de stations, similaires à des arrêts de gare, comme points d'observation. Comprendre ces frontières idéologiques auxquelles les hommes et les femmes adhèrent, comme si ces murs étaient leur réalité, alors que celle-ci est autre, puisqu'ils vivent côte à côte, mais séparés par des murs. L'idée est de retraverser la Palestine comme une seule entité. L'intérêt est aussi de relever les traces de ce qui n'existe plus (villages détruits) et de ce qui a remplacé l'ancien tissu (les nouveaux immigrants, les colonies, les barrages, les parcs naturels, kibboutz). Une radiographie sur cette société qui s'est construite par-dessus la Palestine.

J'ai l'intention de fabriquer ce film avec

un réalisateur palestinien : Michel Khleifi, dans une perspective de résistance, en particulier contre le tribalisme. Je n'aurais jamais pensé travailler avec un Palestinien dans la période d'Oslo. Je ne crois plus du tout à la lecture ni aux solutions binaires, il faut revenir à une humanité revisitée. La vraie radicalité, on la trouve dans le groupe de Taayush, dans leur projet de lutte pour une vie ensemble. Mon film n'est pas un film de paix, c'est une radiographie des frontières mentales, mais je le vois aussi comme un acte de résistance.

L'une des principales erreurs dans la lecture et l'interprétation de Camp David est que nous n'avons pas suffisamment insisté sur le fait que la Palestine correspond au territoire de Eretz Israël. La Palestine, ce n'est pas seulement la Cisjordanie et Gaza. Même dans les milieux militants, nous avons intériorisé le réalisme diplomatique (territoires de 1967), au point d'oublier ce qu'est la Palestine. Dès lors, la perspective change du tout au tout, si on consent de relire la solution proposée - soit sur moins de 30% du territoire historique. Qui a consenti à la plus grande renonciation ? D'où l'importance de revisiter la géographie de la Palestine. Que va-t-il se passer quand l'apartheid sera entièrement installé ? Des localités seront retranchées derrière des barbelés, des villages construits entièrement pour des collaborateurs seront sous siège permanent, le territoire divisé en bantoustans, les murs de protection domineront les paysages, des populations vont se retrouver de chaque côté du mur, demain, des partis arabes palestiniens seront interdits d'élections... Le communautarisme va aller croissant. Que va-t-il se passer avec la communauté de plus en plus importante de juifs russes, avec leur mode de vie en décalage complet ?

Ce qui maintient la société blanche dominante, c'est la guerre, mais cette configuration n'a pas d'avenir. Il n'y a pas d'autre solution que par le droit, des droits égaux pour tous, et donc un projet de citoyenneté. Voilà le prochain combat.

**Entretien réalisé par
Claire Moucharafieh,**

Paris le 19 juin 2002

Révision : Françoise Feugas